Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

Étiquetage des OGM : des différences nationales liées surtout aux intérêts commerciaux

Par Anne FURET

Publié le 30/09/2009, modifié le 09/07/2026

Les politiques d'étiquetage des OGM dans le monde sont très hétérogènes : un article scientifique tente d'expliquer ces différences [1]. Les États-Unis, premiers producteurs d'OGM, ont publié de simples lignes directrices pour un étiquetage volontaire de la nourriture « non OGM » , laissant ainsi sous-entendre que la majorité de la nourriture est GM ; l'Union européenne applique une politique stricte d'étiquetage obligatoire de la nourriture GM, avec un seuil de tolérance à 0,9% ; les pays de l'Est et la Russie tendent à calquer leur législation sur la réglementation européenne ; les pays du sud-est asiatique se rapprochent de la politique japonaise, et appliquent un étiquetage obligatoire au-delà d'un seuil de présence supérieur à 5% du produit total ; d'autres pays en développement fixent une réglementation stricte sur l'étiquetage, mais souvent inappliquée.
Selon cette étude économique, les différences entre États-Unis et Europe sont dues à des facteurs internes liés au rapport de force entre trois groupes (producteurs, consommateurs, et groupes de la société civile) et au poids qui leur est accordé.
Il apparaît également que les pays qui mettent en place un étiquetage obligatoire « sont souvent plus développés, et moins dépendants de l'agriculture ». Les auteurs notent également que les pays qui n'ont pas d'étiquetage obligatoire ne rencontrent pas une action forte des ONG anti-OGM sur leur territoire.
D'autre part, des variables politiques et commerciales rentrent bien évidemment en ligne de compte : les pays producteurs et exportateurs d'OGM adoptent des politiques d'étiquetage moins coûteuses que dans les pays importateurs, et les pays qui exportent du colza et du soja vers l'Europe, comme le Brésil, ou du maïs vers le Japon, sont plus tournés vers un étiquetage obligatoire des OGM.
Les auteurs notent finalement que les pays développés semblent avoir fait leur choix en fonction de leurs propres intérêts. Pour les pays en développement, l'influence régionale et les relations commerciales sont plus déterminantes dans les politiques d'étiquetage que la résistance des consommateurs ou que l'action des ONG environnementalistes. Et des pays comme le Brésil, la Chine ou la Russie ont aussi adopté un étiquetage obligatoire pour des raisons commerciales.

[1] « Explaining International Differences in Genetically Modified Food Labeling Policies », (« Expliquer les différences internationales dans les politiques d'étiquetage de l'alimentation génétiquement modifiée »), Guillaume P. Gruère, Colin A. Carter, & Y. Hossein Farzin, Review of international economics, 2009, vol17(3), pp. 393-408, résumé en anglais sur

http://www.ingentaconnect.com/conte...

Adresse de cet article : https://infogm.org/etiquetage-des-ogm-des-differences-nationales-liees-surtout-aux-interets-commerciaux/